



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

commerce international

Question écrite n° 33058

Texte de la question

M. Patrick Labaune appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la campagne lancée récemment par OSFAM, Amnesty International et le réseau d'action international des armes légères (IANSA) sur la nécessité d'un contrôle efficace et renforcé des ventes d'armes. L'ensemble de ces organisations souhaiteraient que puissent être examinées à l'échelon international les conditions et les modalités dans lesquelles pourrait être adoptée une convention-cadre sur les transferts internationaux d'armes et ceci d'ici à la conférence d'examen de l'ONU sur les armes légères en 2006. C'est pourquoi il souhaiterait connaître la position du gouvernement français à ce sujet et les différentes initiatives qu'il compte prendre afin de soutenir le projet de traité international sur le commerce des armes.

Texte de la réponse

La France a toujours fait preuve de la plus grande rigueur dans le domaine du contrôle des armements. Elle dispose de procédures de contrôle fiables et éprouvées. La situation interne des pays de destination, les risques de conflits régionaux, la possibilité que les matériels fournis soient détournés à des fins de répression interne sont pleinement pris en compte. Par ailleurs, la France respecte strictement ses engagements internationaux, en particulier les embargos décidés par les organisations dont elle est membre. Au niveau international, la France joue un rôle actif pour que les principes de vigilance et de rigueur qu'elle applique au plan interne s'imposent de la façon la plus large. Elle est à l'origine avec le Royaume-Uni du code de conduite européen sur les exportations d'armement. Elle est membre de l'Arrangement de Wassenaar relatif au contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage, qui regroupe trente-trois États parmi les principaux détenteurs de technologies avancées. Elle participe à de nombreuses initiatives visant à encadrer le commerce des armes. Elle apporte notamment un soutien politique et financier à la mise en oeuvre du moratoire de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères et de petit calibre. La France est favorable à ce que les principes essentiels relatifs au contrôle du commerce des armes soient agréées par le plus grand nombre possible de pays exportateurs. Il est néanmoins peu probable qu'une convention ou un traité permette d'atteindre ce but. C'est pourquoi, la France estime qu'un code de conduite international serait un objectif plus réaliste et davantage susceptible de rassembler un grand nombre de pays.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Labaune](#)

Circonscription : Drôme (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 33058

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 février 2004, page 764

Réponse publiée le : 27 avril 2004, page 3157